

**LE JOUR, 1949**  
**27 AOÛT 1949**

## **UN PROCÈS DE MŒURS**

**En politique, comme en tout, il ne faut pas appartenir à quelqu'un, il faut appartenir à la vérité.** Du moins, faut-il être de bonne foi et appartenir à ce qu'on croit être la vérité.

Mais, chez nous, on veut être l'homme d'un homme. On ne défend pas une idée, un principe, une doctrine, un programme, une règle de vie ; mais les fantaisies d'un seigneur qui peut n'avoir rien d'un seigneur, au sens moral du mot. C'est pourquoi tant de gens, insolents dans la rue, sont affolés à un protecteur, comme à une voiture un vieux cheval. Et c'est le pire de voir des individus qui, moralement, sont des esclaves, maltraiter des citoyens des hommes libres qui défendent leur indépendance et leur dignité.

Mais il y a, en sens inverse, l'état de contrainte morale à quoi sont acculés ceux qui résistent.

Un des reproches les plus graves qu'il faut faire chez nous à la conception devenue courante de l'Etat, c'est qu'elle asservit d'administration à des hommes qui ressemblent aux "affranchis" de Rome. Beaucoup de fonctionnaires, - il faut souvent les excuser et les plaindre - sont travaillés par la peur. S'ils ne font pas ce qu'on leur demande, ils sont menacés de disgrâce. Ils peuvent perdre leur avancement comme ils peuvent être relégués dans les oubliettes de l'Etat. Le contrôle de l'administration de l'Etat, par exemple, chacun peut voir ce qu'il est devenu : un lieu d'exil et de ténèbres. Quand on n'est pas content de quelqu'un, on l'envoie là, d'un geste désinvolte ; cela, pour les fonctionnaires de quelque importance, pour les "commis" d'un certain rang. Les autres, on ne leur signifie qu'ils sont perdus ; comme d'un regard aussi on prétendait les contraindre à obéir.

D'un bout à l'autre de la République, le fonctionnaire s'il n'a pas l'échine en caoutchouc vit dans cette terreur. C'est contre cette servitude qu'il faut s'élever et que nous nous élevons.

Il n'est pas possible dans de telles conditions de maintenir un cadre de fonctionnaires qui assure la marche normale de l'Etat. La recommandation est partout, comme la menace, sous des dehors souvent conciliants et hypocrites. On dit à haute voix au fonctionnaire qu'on veut utiliser qu'il est libre ; mais on sous-entend qu'il serait bien dangereux pour lui de faire usage de sa liberté.

Ainsi le caractère se ruine et la conscience se corrompt.

L'analyse, même sommaire, de ces choses n'a rien d'agréable pour nous, et nous déplorons d'avoir à la faire ; mais le procès de l'Etat est devenu le procès de nos mœurs et c'est servir l'Etat que de dénoncer des excès qui ont pris les proportions d'un malheur

public. Ce n'est pas un secret que cinq ou six personnes, directement ou par personne interposée, font ici la pluie et le beau temps ; et que des fonctionnaires nombreux ne sont plus dans leur fonction que l'ombre de ce qu'ils devraient être.

Si ces façons d'agir persistent, on tentera en vain de réformer l'Etat.

Le changement ne peut plus venir que du sommet où se trouve le pouvoir responsable. Aussi, est-ce de ces régions (où l'atermoisement et la surdité sont la règle) que, patiemment ou impatientement, nous l'attendons.